

COMMISSION PERMANENTE DE  
CONTROLE LINGUISTIQUE



1000 BRUXELLES  
Rue Royale 47  
Tél. : 02/500.21.11

05-12-1996

Monsieur Eric TOMAS  
Secrétaire d'Etat à la Région  
de Bruxelles-Capitale, chargé  
du Logement

avenue des Arts, 19 A/D  
1040 BRUXELLES

Votre lettre du  
ET/VLP/IE/FM/CF  
96/024/2807

Vos références

Nos références  
28.090/D/II/PN  
JJP/RV

Annexes

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

En sa séance du 24 octobre 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte déposée contre le fait que l'a.s.b.l. FESOCOLAB (Fédération des Sociétés coopératives de Logement de l'Agglomération bruxelloise) dispose uniquement d'une dénomination, de statuts, de papier à lettre et d'enveloppes en français.

Aux demandes de renseignements de la C.P.C.L., vous avez répondu le 21 juin 1996 ce qui suit (traduction).

- "1. - Les statuts de l'a.s.b.l. FESOCOLAB ont été publiés le 11 avril 1973 (M.B. du 02.08.1973 - n° 5773).  
- Les statuts coordonnés ont été approuvés le 9 juin 1993 (M.B. du 02.09.1993 - n° 14.894).
2. Le 27 juillet 1992, un accord a été conclu entre l'a.s.b.l. et la Région pour une mission d'étude temporaire au sujet de la fiabilité des nouvelles associations coopératives, en vue de la rénovation et de l'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale.
3. En outre, FESOCOLAB a reçu des subventions pour l'organisation d'une journée d'étude européenne en septembre 1993, à l'occasion du vingtième anniversaire de la création de l'association.

Jusqu'à présent, il n'existe aucun lien entre cette a.s.b.l. et la Région."

\*

\*

\*

Au vu de ses statuts (notamment les dispositions concernant son objectif), l'a.s.b.l. FESOCOLAB doit être considérée comme une personne morale qui, en vertu de l'article 1er, § 1er, 2°, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), est tenue de respecter, dans le cadre de ces lois, des obligations linguistiques bien déterminées.

L'a.s.b.l. FESOCOLAB doit, dès lors, disposer de statuts, de papier à lettre et d'enveloppes en français et en néerlandais, ainsi que d'une dénomination dans les deux langues (cfr. articles 35 et 18, L.L.C.).

La C.P.C.L. estime, dès lors, que la plainte est recevable et fondée.

En ce qui concerne le sigle (l'abréviation) FESOCOLAB, la C.P.C.L. fait référence à sa jurisprudence constante en matière de sigles, selon laquelle on peut admettre un même sigle aussi bien en français qu'en néerlandais, ce qui n'empêche qu'il faut s'efforcer de trouver une abréviation correspondant à la dénomination néerlandaise.

La C.P.C.L. vous invite à lui communiquer la suite qui sera réservée au présent avis.

Copie du présent avis est notifiée au président de l'a.s.b.l. FESOCOLAB, ainsi qu'au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS